

## Le miracle de la liberté

Le soulèvement populaire qui a abouti en Tunisie à la chute de la dictature nous a tous surpris même si l'on s'y attendait. Pour les personnes de ma génération, celle de l'indépendance, c'est un miracle car nous n'espérions plus voir un jour, la fin du tunnel. Le vertige que nous donne le sentiment de libération est à la mesure de la répression qui nous était imposée depuis des décennies par un système de parti unique puis par un régime policier. Le temps n'est pas encore à l'analyse car les chercheurs, les penseurs, les journalistes et les divers acteurs de la société civile qui ne répondaient pas à « la voix de leur maître » étaient réduits au silence, à l'invisibilité, voire à l'humiliation. Dans les sciences sociales notamment, les universitaires et les chercheurs ne disposaient d'aucune liberté. Les institutions de recherches (comme l'Institut National des Sciences de l'Éducation ou le CERES) ont été pendant longtemps vidés de leurs forces vives et réduites à de simples bureaux d'études répondant à des commandes. Privés

de moyens, de structures et de liberté d'action, les sociologues ne pouvaient accéder au terrain, les enquêtes se faisaient presque clandestinement faute d'autorisation, les questionnaires étaient minutieusement examinés et « allégés » de toute information « subversive », les résultats censurés et les recherches restaient dans les tiroirs ou bien n'étaient publiées qu'après de longues années.



© IRMC

Depuis quelques jours les lieux de la ville comme l'avenue Bourguiba deviennent des

espaces mixtes de manifestation, de revendication et de discussion. Des rencontres qu'on pensait difficiles entre générations et milieux sociaux différents se réalisent et les personnes (se) découvrent, par la liberté de parole, un vécu commun. Pour la première fois « La marche des femmes contre les violences, la pauvreté et les discriminations sociales et régionales », le samedi 29 janvier 2011 a réuni côte à côte des hommes et des femmes, des militants de tous âges qui scandaient les mêmes slogans : « Égalité hommes femmes dans la société, dans la famille et dans la politique ».

Les journées houleuses traversées nous ont permis de dépasser la crise de confiance et de redécouvrir la solidarité entre voisins, même dans les zones urbaines où elle semblait avoir disparu. Nous pouvons enfin nous sentir des citoyens tunisiens et l'affirmer avec fierté.

**Dora MAHFOUDH**

Sociologue, université de Tunis

## Pour que d'autres Bouazizi soient épargnés

Dans le formidable élan d'espoir que nous traversons depuis le 14 janvier, nos yeux voient défiler chaque jour des images incroyables, des scènes du réel jamais vues auparavant depuis que nous avons accédé à une vie adulte, depuis que la Tunisie dispose d'une infrastructure médiatique. Des témoignages de tous bords courent sur les vidéos, des reportages tous azimuts sont conduits par mille et un témoins, des caricatures drôles défilent sur nos écrans de télé et d'ordinateur, des sketches décapants nous font rire de milliers d'émissions et de discours subis dans la colère puis enfouis dans un coin de nos cerveaux indifférents. Nos oreilles saturées de langue de bois entendent des mots inventés par les jeunes, découvrent des slogans nés dans la rue, des paroles politiques émanant de citoyens, écoutent des chansons revendicatrices et des refrains recomposés sur des airs familiers. Nos radios sorties du formol nous donnent à interpréter des essais d'analyse d'innombrables interviewés, improvisent des débats entre intellectuels et membres de la société civile qui ne bénéficieraient que des micros de rares médias étrangers. Nos courriels abondent de

messages de sympathie et d'admiration des amis du Maghreb, du Machreq, de France et d'Europe habitués à la prudence pour nous « protéger », d'abord incrédules puis qui se sont mis à croire à ce miracle que nous vivons enfin. Nous recevons des textes, nous envoyons des documents jusque-là interdits, nous rédigeons des commentaires qui étaient impossibles à échanger sans peur et sans risque. Nous nous écrivons enfin nos impressions, nous commençons à exprimer notre joie et notre deuil mêlés, nous relatons nos espoirs et nos angoisses, nous racontons nos attentes et nos craintes. Chaque jour, la peur recule, l'inquiétude s'atténue, la méfiance s'émousse tandis que des idées encore floues se mettent en place, des opinions s'ordonnent et des avis se croisent, engendrant des questionnements sur notre présent, des retours sur les événements depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi jusqu'à la folle journée du 14 janvier. Entre l'information immédiate qui se bouscule et nos discussions passionnées, notre passé immédiat apparaît peuplé de trous noirs et notre histoire récente et lointaine pleine de faits connus apparaît comme incomprise dans sa longue durée et non reliée au réel qui



© Fred Dufour - AFP

nous envahit. Dans la houle de faits et d'événements qui nous submerge, nos consciences sont ébahies par notre jeunesse et son potentiel de vie, éblouies par le courage des hommes et des femmes, touchées par le bon sens contestataire des enfants. Notre existence publique bâtie sur des habitudes professionnelles perfusées de léthargie et des pratiques administratives que le temps a fini par enkyster dans notre cortex individuel et collectif était consolée par des satisfactions personnelles limitées, une créativité artistique contenue, des textes timides et pas discutés, des rencontres surveillées, une production culturelle vaillante mais non épanouie. Cette vie ressemble aujourd'hui à une hibernation qui

nous a conservés vivants, dans quelques niches, mais nous laisse lents à nous décongeler, indolents et mous, assommés et engourdis, inaptés à nous mêler encore à cette onde qui enfle et grossit. Il nous faut du temps pour accéder à la chaleur qui nous irradie, pour nous pénétrer des énergies du soleil que nous arrivons à percevoir, pour secouer une léthargie aujourd'hui métabolisée, pour comprendre les raisons du long silence que l'on a vécu et entretenu, pour déchiffrer les étapes qui nous ont conduits à accepter ce qui nous semble tout d'un coup inacceptable. Nous avons beaucoup à faire pour démêler toutes les accumulations nocives, pour assainir nos réflexes, pour guérir les plaies de nos institutions, pour assimiler les nouvelles graines que nous voulons semer, pour habiter la maison qui subsiste sous les décombres de l'ancienne, démolie par ce tremblement de terre béni mais dont nous devons récupérer le bon et le sain, extirper ce qui est avarié, abîmé, détérioré. Toutes les morts qui ont suivi celle de Bouazizi ont détruit la maison Tunisie mais dans le ciment qui entretenait un semblant de vie collective, dans l'enduit où se dessinait un simulacre de citoyenneté, dans la peinture d'un faux-semblant de

démocratie, dans un fac-similé de prospérité, dans le décor d'une richesse de façade. En attendant de nous remettre de nos émotions, de nous dégeler, de nous défaire de nos mutismes, de prendre la mesure de notre absence aujourd'hui, de participer pleinement à cette vague salvatrice, d'exercer chacun de sa place et à sa place le rôle qui lui incombe à l'avenir, des Tunisiens ont pris les rênes de l'urgence, se sont mis au travail sur les décombres, apportent leur contribution à cette première phase d'une reconstruction qui promet d'être longue et difficile, d'un rétablissement lent et progressif. Donnons à ces «urgentistes» le temps de travailler pour nous donner le temps de réaliser ce qui nous arrive. Donnons-leur le temps d'agir pour réinvestir un lien social que l'on a eu le bonheur de découvrir pas mort, de réagir au jour le jour aux dysfonctionnements d'une communication encore trébuchante devant la liberté retrouvée, de pointer les injustices criantes qui empoisonnent notre vie sociale, de rebâtir les lieux du quotidien où va se communiquer le calme nécessaire à la reprise. Laissons-nous le temps de retrouver en nous et entre nous la confiance nécessaire pour reprendre l'activité économique qui nous lie au monde, pour réanimer la vie

scolaire et universitaire qui tranquilliserait nos foyers demandeurs de savoir, pour commencer à vivre dans nos familles, nos bureaux, nos transports la diversité, la fluidité et la consistance qui font toute vie collective.



© Fethi Belaid - AFP

Donnons-leur le temps à ces « pompiers » valeureux qui se sont jetés dans l'incendie d'extraire les dernières braises, de nettoyer ce qui risquerait de s'embraser pour que d'autres Bouazizi soient épargnés et pour que l'on commence à jouir de la beauté de ce qui nous arrive afin de le réinvestir dans une sérénité partagée.

**Kmar BENDANA**

Historienne, université de la Manouba  
Texte publié dans *la Presse* du 26/11/2011

## La brise des steppes sur ... le littoral

Je ne peux m'empêcher, dans ce regard à chaud, de me retourner sur la propagation géographique du soulèvement du peuple tunisien pour se réapproprier sa liberté et sa parole. Faudrait-il rappeler que les foyers de départ de ce soulèvement du centre Ouest de la Tunisie correspondent aux gros bourgs ruraux «communalisés» dont la population varie de quelques milliers (Menzel Bou Zayane, Regueb ...) à une dizaine de milliers d'habitants (Thala), ou encore servant de sièges régionaux du pouvoir central (Sidi Bouzid et Kasserine) qui ont fixé des dizaines de milliers de ruraux venus des campagnes environnantes depuis un demi siècle ? Pourquoi les populations de ces bourgs ont-ils pu entretenir la flamme de la révolte durant deux semaines avant que ne les rejoignent les populations des grandes villes littorales (Sfax en premier lieu, mais aussi Monastir, Nabeul et Sousse et surtout Tunis à la fin) ? Faudrait-il aussi rappeler que la Tunisie littorale, c'est-à-dire les deux tiers de la population tunisienne et les trois quarts des citoyens, est restée à l'écart du soulèvement durant plus de deux semaines (entre le 17 décembre 2010 et le début du mois de janvier 2011) ? Les instances locales et régionales de l'UGTT (Union Générale

Tunisienne du Travail) des régions de Kasserine et Sidi Bouzid ont joué en réalité un rôle décisif dans l'allongement du souffle de la révolte. Ce sont également ces mêmes instances syndicales qui ont gagné l'adhésion des autres syndicats régionaux, surtout en direction du littoral et du Nord, et ont surtout fini par impliquer les instances dirigeantes de l'UGTT à Tunis. L'accélération de la contestation et son élargissement à la jeunesse et aux citoyens du littoral, aux avocats, aux hospitalo-universitaires, aux étudiants et aux universitaires, dès les premiers jours de la nouvelle année, ont été



© Fethi Belaid - AFP

déterminants dans son aboutissement. Si Sidi Bouzid et Kasserine sont généralement

considérées comme l'arrière cours économique de la métropole sfaxienne, la mobilisation massive de celle-ci a apporté au soulèvement des steppes la force et l'ardeur nécessaires à son déferlement vers les villes littorales et en particulier vers le Grand Tunis. Peux-t-on prétendre qu'il s'est agi là de l'une des rares occasions historiques où peuples de l'intérieur et populations du littoral, où paysans et citoyens, se sont retrouvés réunis dans une même entreprise révolutionnaire ? Cette révolution n'a pas uniquement rapproché, pour un moment, des mondes géographiques distants, pour ne pas dire opposés, mais a aussi réuni des mondes sociaux et professionnels aussi différents que les jeunes, les chômeurs, les professions libérales, les fonctionnaires, les syndicalistes...etc. La question reste vigoureusement posée quant à l'attitude, et à la réaction, non seulement aujourd'hui mais aussi sur le cours et le moyen terme, de deux autres catégories de la population: les milieux d'affaires et, surtout, les bénéficiaires, directement ou indirectement, des avantages et de la rente générés par l'ancien régime?

**Hassen BOUBAKRI**

Géographe, université de Sousse